

ACTION

N° 13 • MERCREDI 19 JUIN • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lyonnais.

COMITES D'ACTION : REPRISE



LA REPRISE

Ce qui fait la force de notre mouvement c'est, entre autres, le refus de tout ce qu'un certain type d'activité politique peut avoir de sclérosé, de religieux et donc de faux. N'en déplaise aux marchands de souvenirs qui dans les hebdomadaires qui commencent à reparaitre vendent les albums-photos des événements de mai 1968, nous n'avons jamais cru que nous étions en train de faire la révolution. Ce que par contre nous avons la prétention d'avoir fait, c'est une expérience révolutionnaire vécue de manière active par une large part de la population. Parce que c'est une expérience et que nous voulons faire la révolution, nous en tirerons des leçons. Ceci dès maintenant, car nous sommes à un moment charnière, celui où l'engagement spontané de centaines de milliers d'individus doit se transformer en volonté révolutionnaire consciente pour que la lutte se poursuive.

Cet examen, d'une manière ou d'une autre, les dix millions de grévistes sont en train de le faire, ce serait une grave erreur de le faire sans eux, de transformer les comités d'action en comités tout court. Les travailleurs du département 74 de Renault-Billancourt, qui malgré leurs dirigeants syndicaux n'ont pas repris le travail hier témoignent du mécontentement contre les directions politiques et syndicales, mécontentement d'autant plus fort que la lutte a été dure. Il ne s'agissait pas comme l'a déclaré Roger Garaudy à Nice, de choisir entre les aspirations de 30 000 étudiants parisiens et la majorité du pays, il s'agissait de choisir entre dix millions de grévistes et cinq millions de bulletins de vote.

Ce faisant Garaudy nous rappelle que sur les orientations de principe rien ne le distingue de son collègue Marchais. Le pseudo-libéralisme et le modernisme du P.C.F. ne font que masquer son incapacité à analyser et exploiter les potentialités révolutionnaires des sociétés capitalistes développées.

Si les travailleurs reprennent le travail, ce n'est pas que leurs revendications aient été satisfaites, mais parce que des questions politiques profondes ne sont pas résolues. Ce raisonnement, des centaines de milliers de travailleurs peuvent aujourd'hui l'entendre à condition qu'on leur en donne les moyens. Cela dépend en grande partie des comités d'action. Les travailleurs qui se sont montrés les plus combatifs appartiennent à toutes les centrales syndicales ou même parfois ne sont pas organisés. La seule manière pour eux de se rencontrer est donc de créer des comités d'action au sein même des entreprises.

Ainsi seront abattues les barrières d'organisation. Bien sûr, à eux seuls, ces comités ne vont pas tracer les perspectives absentes mais en leur sein pourront être prises les initiatives adéquates à ce projet.

Dans ces conditions, les bornes de l'expérience actuelle pourront être reculées ou franchies.

La gauche traditionnelle a refusé de poser le problème de l'organisation par les travailleurs eux-mêmes de leur intervention politique. Ce faisant elle a laissé se déplacer le rapport des forces en faveur de la réaction.

PROBLÈME: ÉTANT DONNÉ QUE LES SPÉCIALISTES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE METTENT HUIT JOURS POUR NETTOYER LA SORBONNE.



COMBIEN DE TEMPS FAUDRAIT IL AUX SPÉCIALISTES DE LA SORBONNE POUR NETTOYER LA PRÉFECTURE DE POLICE?



WOLINSKI

FLINS : L'UNITÉ AU-DELA DE LA GRÈVE

A Flins, l'unité des ouvriers et des étudiants dans la lutte n'est pas près d'être rompue. Après les bagarres avec les C.R.S., après l'assassinat de Gilles Tantin, après le vote pour la reprise du travail, l'action continue. Les événements restent dramatiques.

Le fameux samedi 8 juin, au meeting des Mureaux, le délégué de la C.G.T. n'avait été applaudi que par quelques piliers du syndicat, et le responsable du P.C.F. avait été sifflé. La foule brandissait « L'Humanité » qui stigmatisait les « commandos Geismar ». Après ce meeting une petite assemblée permanente s'est tenue dans le parc du château des Mureaux. La discussion porta sur ce qu'on allait faire le lundi si des ouvriers venaient reprendre le travail. Participation à cette discussion : des étudiants, des ouvriers de Renault et des entreprises avoisinantes, des jeunes travailleurs venus des villages de la région. Parmi tous ces gens, certains appartenaient à des organisations : syndicalistes prolétariens militant en liaison avec l'U.J.C.M.L. et le mouvement de soutien aux luttes du peuple, étudiants du Mouvement du 22 Mars et de la J.C.R. Evidemment, des pratiques politiques différentes s'affrontèrent.

L'U.J.C.M.L. distinguait deux étages d'organisation : celui des ouvriers, seuls révolutionnaires et celui de la population qu'il fallait diriger vers des actions petites-bourgeoises mais cependant utile comme l'organisation directe du ravitaillement, la surveillance des prix sur les marchés, la grève des loyers, etc. Ce genre d'activités était précisément celui que le Mouvement du 22 Mars mettait le plus en avant. Les militants de la J.C.R. proposaient avant tout la politisation des revendications ouvrières par le moyen de tracts et d'affiches.

Quoi qu'il en soit, quelques projets pratiques furent élaborés. Il fut décidé que certains iraient, le lundi matin, se poster aux points de passage de cars qui transportent le personnel, soit pour reprendre le travail, soit pour avoir des nouvelles. D'autres resteraient près de l'usine. Rendez-vous fut pris près du local de la C.F.D.T.

Le dimanche, une seconde réunion eut lieu. Les discussions entre tendances étudiantes firent hésiter un certain nombre de travailleurs. Le lundi matin, quand les étudiants et les jeunes travailleurs arrivèrent près du local de la C.F.D.T., il ne trouvèrent aucun militant syndicaliste. Ils se rendirent d'eux-mêmes aux points de passage des cars et ne trouvèrent que très peu de ceux qui s'étaient engagés à y venir. On sait comment les choses se passèrent le lundi. Opération cars réussie. Arrestation de beaucoup de ceux qui étaient restés au Mureaux. Bagarres toute la journée, chasse aux manifestants et, pour finir, l'assassinat

Depuis, il n'a pas été possible de constituer un comité d'action à Flins. Les militants de lignes différentes ne se sont plus retrouvés. Cependant une solidarité effective s'est créée entre plusieurs syndiqués et non-syndiqués, les militants étudiants et la population qui depuis le premier jour a abrité les étudiants contre les attaques des C.R.S.

Depuis la reprise, l'action ne cesse pas à Flins. Collage d'affiches dans toutes les localités de la région, dénonçant la nullité de prétendue victoire. Tracts dénonçant le chantage exercé par la C.G.T. pour faire cesser le mouvement (chantage à la famine, à la répression et au fascisme). Des équipes de jeunes travailleurs et d'étudiants se préparent à continuer le combat en recourant à des formes d'action autres que la grève.

POURQUOI LES ÉLECTIONS / 2 BILLETTS DE BANQUE ET BULLETINS DE VOTE

Les experts économiques du Marché commun se réunissent à Bruxelles et soupèsent longuement, mais avec précision, la situation économique de la France dans les dix-huit mois à venir. Ils ne se soucient nullement de savoir quel sera le résultat des élections qui vont se dérouler dimanche. Sont-ils devins ? Connaissent-ils déjà le verdict de l'urne ? Certainement pas : même si certains d'entre eux ont un pronostic, ils sont trop prudents pour lier leurs prévisions économiques à de tels paris.

CE QUE SAVENT LES EXPERTS

Pourquoi peuvent-ils abs-traire une donnée qui apparaît aussi importante ? C'est qu'ils savent pertinemment que la machine économique capitaliste réagit suivant des lois qui lui sont propres et qui laissent au gouvernement une marge d'action très étroite. Bien sûr, il y a, entre les partis politiques traditionnels, des différences : si M. Mitterrand vient au pouvoir, les experts savent qu'il y aura plus d'expansion, moins de chômage, mais aussi plus d'inflation. Dans l'hypothèse d'une victoire gaulliste, une stabilité de la monnaie plus grande, mais une expansion plus ralentie et un chômage plus important. Cela, les experts le savent ; mais ils savent aussi que les marges de variations sont très étroites et même que ces différences ne sont souvent que temporaires : la gauche peut, sous la pression de la fuite de la monnaie, être contrainte à pratiquer la politique économique de la droite — cela s'est déjà vu. La droite, sous la pression des masses, peut être amenée à prendre des mesures sociales. On vient de le voir. Il existe un équilibre général de la machine économique qui ne peut être durablement remis en cause sans que le système soit totalement mis à bas. Renverser le régime capitaliste, c'est notre hypothèse de travail, ce n'est pas celle des experts.

OU SONT PRISES LES DÉCISIONS ?

De plus, les experts savent que les décisions majeures orientant l'avenir de l'économie ne sont pas prises au niveau du Parlement, donc, que des élections parlementaires ne peuvent pas avoir d'influence sur elles. Les élections de dimanche peuvent mettre M. Mitterrand à la place de M. Pompidou, M. Billières à la place de M. Ortoli ; elles ne remplaceront pas le président-directeur général de Rhône-Poulenc, de Citroën ou de Berliet. Il y a, dira-t-on, les nationalisations ; mais à quoi sert la nationalisation si l'entreprise nationale se trouve dans un environnement capitaliste, donc gérée comme une entreprise capitaliste. Qu'est-ce que cela change pour l'ouvrier de Flins que son directeur soit M. Renault ou M. Dreyfus ?

LES FUTILITES DU PARLEMENTAIRE

Il y a quelques années, Jean-Jacques Servan-Schreiber expliquait que dans les sociétés industrielles les choix politiques portent sur des portions infimes du revenu national : 0,75 %, avançait-il, se fondant sur l'exemple suédois. Ainsi, il se faisait le porteur de la plus grande mystification de l'idéologie néocapitaliste. Ce qui porte sur de telles futilités, c'est le jeu classique, légaliste et électoraliste des partis parlementaires. Mais ce jeu ne contient qu'une toute petite partie du champ des possibilités ouvertes aux sociétés humaines à l'époque de l'atome. Les problèmes fondamentaux de notre société ne sont pas posés par le système parlementaire et

cela parce que ce système ne peut pas les résoudre.

La bourgeoisie a toujours essayé de faire croire que son règne était dans la nature des choses. Autrefois, elle le justifiait par la « liberté » (d'entreprise, du travail, etc.) ; aujourd'hui elle le fait par la technique. Lorsque la technique est passée, il ne reste que 0,75 % pour ceux qui veulent encore discuter. Si nous récusons les termes de ce débat, c'est que les solutions « techniques » des problèmes ne sont que l'habillage des choix politiques qui sont mis en cause par le mouvement révolutionnaire et la première tâche est de les mettre en lumière.

BESOINS SOLVABLES ET BESOINS REELS

Dans le domaine économique, on peut les situer à trois niveaux. L'aspect le plus superficiel, c'est cette multitude de décisions qu'imposent les trusts et les groupes de pressions capitalistes. On peut prendre un exemple : l'automobile, qui, par tous ses aspects, a été au centre de la crise de mai. Si une partie seulement de l'argent consacré au perfectionnement du moteur à explosion avait été consacrée à l'étude de l'automobile électrique, le problème serait aujourd'hui résolu. Pendant un demi-siècle, et aujourd'hui encore, la pression des groupes pétroliers oriente la recherche dans un sens tout différent. On pourrait multiplier les exemples : implantations imbéciles d'entreprises, spéculations foncières, etc. On ne saurait faire le compte des décisions arrachées par des pots de vin dont la population subit les conséquences.

Mais plus profondément, c'est le système économique lui-même qui oriente « spontanément » le choix. En régime capitaliste, il n'est qu'une sorte de besoins : les besoins solvables, ceux qui peuvent donner lieu à une vente, donc à un profit. Il n'est pas un pays capitaliste où les équipements collectifs ne soient systématiquement sacrifiés. Loin de s'améliorer cette situation empire malgré l'expansion économique. New York est en passe de devenir la ville la plus sale du monde et bien des métropoles françaises sont sur la même voie. A ces problèmes comme à beaucoup d'autres (hôpitaux, éducation nationale, équipement culturel) le système capitaliste est incapable de répondre.

D'AUTRES ARMES QUE LE BULLETIN DE VOTE

A la base de cette incapacité, il y a le modèle de consommation et de civilisation qu'impose le capitalisme. Mettre en cause ce modèle, c'est mettre en cause le système qui l'engendre. Cela suppose d'autres armes que le bulletin de vote, d'autres champs de luttes que le Parlement. On voit d'ailleurs, combien les formes de la lutte sont liées à son contenu. La critique de la « société de consommation » peut prendre un aspect réactionnaire : le refus de la consommation de masse au nom de conceptions élitistes, au nom de vertus morales de la frugalité. Si nous condamnons les sociétés capitalistes avancées, ce n'est pas parce que les masses y consomment trop — que l'on aille expliquer cela aux Smigards, même à 3 F de l'heure — mais parce qu'on y consomme mal. Ce qui est au cœur du problème, ce sont tous les besoins profonds que le capitalisme comprime ou supprime.

Mais dégager et formuler ces besoins, c'est trouver des formes nouvelles d'expression des masses, celles qui sont déjà apparues au cours de la crise de mai et qui ne seront pas oubliés de si tôt. Construire un nouveau modèle de consommation, c'est donner la parole à ceux qui ne peuvent pas parler. C'est déjà la Révolution.

UN MILITANT TÉMOIGNE : LE BLUFF POLICIER

Le mercredi 12 juin fut rendue publique l'interdiction des organisations révolutionnaires. Cette mesure ne fut appliquée réellement que deux jours plus tard : le vendredi 14 au matin, une pléiade de militants du gouvernement en uniforme de « Civil » se rendit à environ 40 endroits différents pour perquisitionner et arrêter.

Sept. d'un modèle semblable mais hiérarchisé pénétrèrent avec l'aide d'un passe-partout. Plus tard, après plus ample connaissance, il s'avéra que cinq étaient de la Police Judiciaire avec un chef appelé patron, et les deux autres représentaient les Renseignements Généraux et la Sûreté du Territoire. Tout de suite le dialogue s'engage après « vérification » d'identité.

— Où sont les armes ?
— ... ?
— On fait des cocktails-Molotov ?
— ... ?
— Où avez-vous appris le sabotage ?
— ... ?

Plus tard pendant la fouille :
— Tiens des médicaments. Regardez voir s'il n'y a pas de L.S.D. ou de l'héroïne. Depuis un mois on se demande comment y tiennent.

— Où sont un tel et un tel ?
— ... ?

Coups de téléphone pour demander des renseignements à la maison mère. Fouilles, bris de serrures, constitution de scellés, de dossiers de scellés. En fait, l'anonymat et la légalité de ces dossiers prouvent à quel point l'inculture de ces messieurs est grande.

Quatre heures de fouille, d'espoir, de désespoir. Finalement on entasse, on se permet une plaisanterie ironique en découvrant une étoile jaune que portaient les Israélites pendant la guerre : « Tiens ça rappelle des souvenirs. »

Puis, direction qual des Orfèvres, et plus précisément le Dépôt, le bureau des militants trouvés. En route on vous demande avec des restes d'angoisse dans la voix :

— Alors, Monsieur X..., vous ne direz pas que la police gaulliste se comporte en vandale, en gestapo. Je me demande comment vous nous traiterez lorsque nous serons prisonniers des vôtres.

Premier interrogatoire, poli et pas très long. Où habitez-vous ? Que faites-vous ? étudiant ? Quelles études ? Comment vivez-vous ? Les parents ? Comment avez-vous connu un tel ? Vous êtes membre de ? Quelles sont vos responsabilités ? Avez-vous manifesté, participé aux émeutes, édifié des barricades ?
— NON, m'sieur.

En fin d'après-midi, s'amorce la descente dans les entrailles de la république : cellule du Dépôt. (Le lendemain

soirée avait passé à l'interrogatoire. Le même, en plus détaillé, que la veille. La conclusion générale qui s'impose, c'est qu'on cherche, là-haut au gouvernement des preuves de toute urgence qui permettraient d'établir l'existence d'un complot international étranger.

Pas d'armes, pas de fric. Alors quoi ? Eh bien Cuba et la Chine. Faut prouver les liaisons, inventer des responsables. Peut-être bien que ces émeutes, ces guérillas urbaines, ces cocktails Molotov, c'est dans les campagnes à Mao ou à Fidel qu'ils ont appris à les faire. Hein !

Vite les carnets d'adresses, les fichiers d'abonnements. Quels rapports un tel et un tel entretiennent-ils avec X... ou Y... ?

Le lendemain dimanche, on attend le magistrat qui doit décider si la garde à vue est prolongée ou non. Car il y a une loi sur la garde à vue qui découpe la période de garde à vue en plusieurs tranches, 2 jours, 5 jours, 3 jours et encore 5. A chaque fin de celles-ci, le procureur décide si on remet ça, si on inculpe ou si on libère. De toute manière quand on garde, c'est pour « complément d'informations ». Par ces mesures, on évite la liberté provisoire, que le gardé à vue pourrait « concevoir » comme définitive.

Quelques réflexions s'imposent sur la manière dont tout s'est déroulé depuis le début.

Figurait dans le texte publié au J.O., informant de la dissolution, un article du Code en plus de la loi de 36 (Front Populaire) autorisant d'appliquer la mesure d'interdiction dans l'instant qui suit la signature du décret. S'il en avait été ainsi, les résultats auraient été les suivants (c'est pas des conseils qu'on vous donne messieurs d'en face) : à la porte des habitations et locaux visés auraient été placées les escouades auxquelles l'ordre de perquisitionner et d'arrêter serait venu quasi simultanément à la signature du décret par de Gaulle. Munis au préalable du mandat de perquisition du sinistre Grimaud, post-daté au besoin, ces messieurs auraient joué de l'effet de surprise et en voiture Arthur !

Il n'en fut pas ainsi, parce que la mesure d'interdiction a été prise dans un climat de panique après les dernières manifestations conséquentes aux événements de Flins.

Par ailleurs ce n'est pas si simple de procéder à des arrestations en masse. Dans une société comme la nôtre, contrairement à l'Indonésie depuis octobre

PROPOSITIONS POUR LES UNIVERSITÉS D'ÉTÉ

Nous publions aujourd'hui la première partie d'un document, établi avec la collaboration de B. Herzberg, militant du S.N.E.-Sup.

Les universités d'été doivent avoir deux objectifs. Elles serviront à la mise en œuvre d'expériences nouvelles : nouveaux enseignements, nouvelles méthodes pédagogiques, nouvelles structures. Il est bien évident, quoiqu'en dise M. Ortoli, que ces nouvelles structures ne seront pas octroyées par le gouvernement mais qu'elles doivent être mises en place et expérimentées. Les universités d'été permettront, d'autre part, de réaliser l'université ouverte aux travailleurs.

EXPERIENCES ET OUVERTURE

Concrètement, cela signifie trois choses. D'abord, la mise en œuvre du concept classique de démocratisation de l'enseignement sur lequel il n'est pas besoin de s'étendre, encore que rien n'ait été organisé dans ce domaine ni pour les étudiants qui travaillent (aménagement des heures de cours, allocations d'étude), ni pour les travailleurs (cours du soir, heures de perfectionnement payées par le patronat et l'Etat). Il faudra donc, dès la rentrée, imposer des mesures dans ce sens.

Il faut, en second lieu, que les travailleurs, en tant que tels, puissent venir à l'Université et qu'ils y trouvent des éléments pour leur culture mais aussi pour leurs luttes syndicales et politiques, autrement dit, les éléments d'une critique de la société bourgeoise.

Il faut, enfin, que les travailleurs puissent jouer un rôle dans la politique universitaire, c'est-à-dire, dans la formation des ingénieurs et des cadres, et qu'ils aient la possibilité de les contester.

PARTIR DES REVENDICATIONS

Prenons pour exemple le « cahier » des revendications économiques fondamentales des travailleurs qui comporte :

- l'augmentation des salaires, pensions et retraites ;
- la réduction de la durée hebdomadaire du travail ;
- l'échelle mobile des salaires ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite ;
- les libertés syndicales dans l'entreprise.

Sur le premier point : Augmentation des salaires, on peut faire confiance au gouvernement, pour récupérer les relèvements de salaires accordés par le biais de mécanismes devenus classiques : inflation sur le marché intérieur, dévaluation pour relancer les exportations, augmentation de la productivité par l'accélération des cadences, la modernisation de l'appareil de production et la concentration du capital, avec pour corollaire l'accroissement du chômage.

La modernisation de l'appareil de production implique une rationalisation de l'éducation — qui peut se traduire par la mise en œuvre du plan Fouchet — ainsi qu'une rationalisation de la politique de recherche et des interventions accrues de l'Etat

dans ce domaine. C'est précisément ici que peut s'opérer la jonction des problèmes posés aux travailleurs intellectuels et à ceux de l'industrie : c'est ici que les travailleurs doivent se retourner, face à cette « politique de recherche » du gouvernement. C'est à partir de cela qu'ils doivent développer une stratégie politique juste, et ce peut être l'un des sujets à discuter dans les universités d'été.

Nous prenons maintenant, en autre exemple : la réduction de la durée hebdomadaire du travail. Ici aussi, dans certains secteurs, elle peut être compensée par une augmentation de la productivité. Mais il en est d'autres, et c'est le cas des secteurs soumis à la compétition internationale, où l'on manque de main-d'œuvre spécialisée, de techniciens, d'ingénieurs et dans lesquels le patronat et l'Etat ne peuvent satisfaire une telle revendication. Dès lors, le simple fait de poser cette revendication revêt un caractère révolutionnaire.

Cependant, dans les tentatives d'intégration idéologique des travailleurs à la société bourgeoise, c'est une revendication que l'on a tout intérêt à satisfaire. C'est pourquoi la bourgeoisie veut la désamorcer, en la réalisant par étapes successives : parallèlement aux mesures prises pour accroître la productivité, elle mettra en œuvre une planification du système éducatif qui permettra de satisfaire ses besoins en main-d'œuvre.

Les relations entre la réforme du système éducatif et les luttes des travailleurs devraient ainsi fournir un autre sujet d'étude pour les universités d'été.

Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite, c'est là une revendication légitime étant donné l'usure prématurée qui résulte des semaines de 45 heures, d'un travail monotone et abrutissant, de cadences sans cesse accélérées. Mais la question est posée de savoir si l'on oppose une autre civilisation à cette civilisation industrielle capitaliste. Avec les progrès de médecine qui permettent une espérance de vie de 75-80 ans, il est légitime de se demander si les gens doivent demeurer inactifs à partir de 60 ans.

Dernier point, les libertés syndicales et politiques. Il faut confronter les expériences du mouvement et les traditions de lutte des travailleurs pour faire naître de nouvelles formes de contestation syndicale et imaginer les voies politiques qui, dans l'entreprise, aboutissent à la mise en cause de l'emprise du patronat sur la production.

Il faut naturellement ne pas perdre de vue que les conditions de lutte à l'Université et dans l'entreprise sont très différentes. La répression à l'Université est forcément moins grave qu'à l'entreprise où l'on « utilise » le licenciement.

(A suivre)

/1/ CHEZ CITROEN POUR LE DROIT A L'ORGANISATION

Le patron de chez Citroën, Bercot, ne se livre pas à de grandes manœuvres d'intimidation, il préfère la petite guerre. Hormis les C.R.S., ses troupes sûres — quelques chefs d'atelier aboyeurs — ne sont pas légion. Pour preuve de cette tactique, l'incident de vendredi dernier quand la direction annonça son intention de verser un acompte des 10 heures du matin. Les ouvriers grévistes et non-grévistes se pressent aux portes à partir de 9 heures ; les chefs d'atelier se tiennent prudemment en arrière et lancent un mot d'ordre succinct : « Poussez, poussez ! »

Il est 10 h 30 et les comptables de l'entreprise Citroën ne sont toujours pas là.

La direction de chez Citroën espérait que ses ouvriers confondraient deux choses : la colère d'attendre à plusieurs milliers un acompte dû, et le désir des chefs d'atelier de faire reprendre le boulot.

A 10 h 45, le piquet de grève, devant la poussée, décide d'asperger tout le monde avec les lances d'incendie. Bercot lui-même dut se sentir aspergé puisque l'acompte fut payé dans les minutes suivantes.

Aujourd'hui, la grève continue. Sous la pression de la base, les délégations syndicales rompaient dimanche dernier, au matin, les pourparlers avec la direction. La délégation C.F.D.T. publie ce communiqué :

Au sortir de l'entrevue des délégués syndicaux C.F.D.T. - C.G.T., avec la direction Citroën, la C.F.D.T. a pris acte de la prétention de la société Citroën de rejeter au lendemain de la reprise du travail l'examen des libertés syndicales et individuelles.

En conséquence, la C.F.D.T. Citroën s'abstient de participer à toute nouvelle discussion avec la direction, tant que cette dernière n'apportera pas de garanties réelles et immédiates sur le problème du droit syndical dans l'entreprise.

Loin de minimiser les autres revendications des travailleurs, la C.F.D.T. réaffirme qu'elle ne saurait « brader » les libertés syndicales et individuelles. (1)

Le 15 juin 1968, 12 heures.

L'avant-garde ouvrière de chez Citroën se bat pour avoir le droit de s'organiser. A l'usine Citroën, un millier d'ouvriers seulement sont syndiqués.

Officiellement, la direction ne veut pas entendre parler des libertés syndicales, elle affirmait jusqu'à cette dernière grève qu'elle « avait pleine confiance en ses ouvriers ». Pourquoi alors entretenait-elle — et personne ne pense qu'elle change facilement de méthode — une police particulièrement entraînée à la délation et à l'espionnage politique à l'intérieur de l'usine ? Chez Citroën il est interdit d'être syndiqué et d'avoir des opinions politiques. Les ouvriers du piquet de grève avenue Félix-Faure, posent un préalable à toute nouvelle discussion avec la direction : « Nous sommes prêts à reprendre les contacts quand la direction nous informera officiellement qu'elle accepte de nous garantir les libertés syndicales. »

Le Comité d'action du 15^e arrondissement apporte un soutien politique et matériel aux grévistes de chez Citroën en aidant en particulier à la diffusion d'un tract signé « Des travailleurs de chez Citroën ».

POURQUOI LA GREVE CITROEN ?

Les travailleurs de chez Citroën sont en grève depuis plus de quatre semaines contre la politique antisociale de la direction.

Les travailleurs sont :
EN GREVE : Pour le respect de la personne humaine et pour plus de dignité envers les travailleurs de la part de ce patron de combat qu'est Bercot, ainsi qu'une grande partie de ses agents de direction, certaines maîtrises et autres.

EN GREVE : Pour l'application immédiate des libertés syndicales et individuelles dans l'entreprise.

EN GREVE : Contre les cadences excessives qui ruinent la santé des travailleurs.

EN GREVE : Pour plus d'hygiène et de respect dans les centres d'hébergement et là, nous vous demandons de lire attentivement le tract que nous vous distribuons.

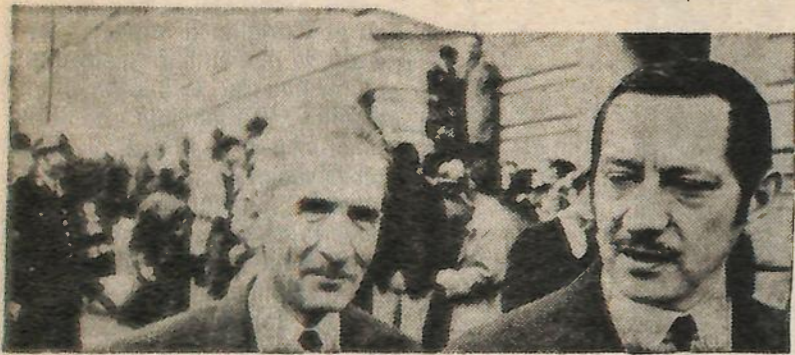
EN GREVE : Pour de meilleures conditions de vie et de travail.

Habitants du 15^e, nous vous demandons d'être attentifs au grand problème des libertés chez Citroën.

Nous vous remercions de tout cœur de participer à notre lutte par votre solidarité.

Des travailleurs de chez Citroën.

(1) Certains journaux ont omis de reproduire cette dernière phrase.



Le « doyen » Grimaud et son assesseur

matin, un café W.C. retourne à ses sources à peine délivrés.) Et menottes aux mains, en voiture particulière, direction Est de Paris pour aboutir à la Redoute de Gravelles, à Vincennes, dans les locaux aérés et propres du bataillon de Joinville. Les grillages sont visés à toute vitesse sur les fenêtres du bâtiment de détention, façade côté cour. De l'autre, côté mur, on commence à clouer six rangées de barbelés. Puis pour couronner le tout on tire des rouleaux de barbelés sur la façade des murs. Les détenus, 18 au total, arrivent les uns après les autres. Quatre seront relâchés le samedi soir, après interrogatoire : ils s'étaient fait arrêter alors qu'ils venaient au local d'organisations interdites acheter des journaux.

Pour les autres, nuit de repos, c'est pas trop tôt depuis tant de jours. La

65, et à moins d'un régime de type nazi, il reste difficile de faire disparaître les gens. La vitesse à laquelle ont été connues les arrestations est un facteur gênant pour la pègre dirigeante. La sensibilité à ce genre de chose que manifestent des intellectuels, personnalités dignes de ce nom est devenue une tradition : résistance contre les nazis, guerres d'Indochine, d'Algérie l'ont fortement établie. Un coup d'Etat militaire complètement identique au modèle grec reste délicat et difficile ; il a fallu aller voir Massu pour être sûr, après quel marchandage ? qu'une partie de l'armée suivrait.

Pour nous tous, sortis des barricades, la lutte continue, les jours qui vont suivre marqueront la « reprise dans l'unité » et sous d'autres formes, de « la lutte révolutionnaire ».

rance doit-elle disparaître ? Le recul est-il définitif ? Non.

Nous qui vous parlons en connaissance de cause, nous vous disons que rien n'est perdu pour la révolution.

Nous avons encore de nombreux moyens de faire venir un jour la victoire car les étudiants ne sont pas seuls, ils ont l'ensemble de la classe ouvrière avec eux. Ils peuvent faire bloc avec elle pour tenir et continuer la lutte. Ensemble, étudiants et ouvriers, nous pouvons libérer et utiliser l'immense industrie des usines et des facultés.

Cette révolution n'est pas limitée à notre pays. Cette révolution n'est pas tranchée par les journées de mai. Cette révolution est une révolution mondiale. Toutes les fautes, tous les retards n'empêchent pas qu'il y ait dans l'univers tous les moyens pour écraser nos ennemis.

Atteints aujourd'hui par notre faiblesse mécanique nous pouvons vaincre dans

l'avenir par une force révolutionnaire supérieure. Le destin du monde est là.

Le mouvement du 22 mars invite tous les révolutionnaires qui se trouvent en territoire français ou qui viendraient à s'y trouver avec leurs armes ou sans leurs armes, travailleurs et étudiants, à s'organiser.

Quoiqu'il arrive la flamme de la résistance populaire ne doit s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain comme aujourd'hui nous parlerons.

HALLE AU VINS : AGITATION POLITIQUE

La Commission d'Animation Politique de la Faculté des Sciences de la Halle aux Vins organise des débats ouverts aux habitants et aux ouvriers du quar-

tier, chaque soir à 18 h., à l'Amphi 32 de la Faculté.

Sont prévus dans les prochains jours : mercredi 19 juin : Découpages électoraux. Jeudi 20 juin : L'originalité de la révolution cubaine avec C. Julien. Vendredi 21 juin : Structures socio-économiques de la France actuelle, avec A. Barjonet, et à 17 h. samedi 22 juin : Révolution et conseils ouvriers en Allemagne en 1917, avec Briciner.

COMME UN POISSON DANS L'EAU

Paris, un arrondissement populaire. Depuis huit jours, comme en beaucoup d'autres endroits un débat a lieu sur une petite place, animé par les camarades du Comité d'Action. Depuis le soir de l'interdiction des organisations politiques étudiantes, les camarades n'avaient pas tenu ce débat quotidien.

Hier, timidement, ils décidaient de renouer avec cette activité. Sur la petite place des habitants du quartier étaient là : « Alors quoi ! Vous ne venez plus nous donner des informations, on a besoin de vous, remettez vos panneaux et utilisez le porte-voix. »

A LIRE

● Une nouvelle revue vient de paraître, « Les Cahiers de Mai », consacrée aux événements de ce printemps. Au sommaire de ce numéro, une enquête sur les grèves à Nantes dont des extraits sont parus dans « Action ».

● « NIVEAU 3 », la revue du SNE-Sup, vient de livrer son troisième numéro. Illustré par Cardou, il a pour thème : « A quoi sert l'Université ». Rédigés

avant le début des événements, ces articles éclairaient l'orientation actuelle du SNE-Sup.

ATTENTION !
PERMANENCE
DIFFUSION
ACTION
transférée
à la Halle aux Vins

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre Paris (2^e)

RÉVOLUTION A L'INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Hier, à l'Institut du développement économique et social (I.E.D.E.S.), M. Perroux démissionne de son poste de directeur par les étudiants par les enseignants, est venu dans l'intention de reprendre ses locaux. Accompagné d'un huissier, « appuyé » par le petit commando d'un Comité d'Action Civique et un car de police, il a prétendu « signifier » à ceux qui occupaient l'Institut que rien n'était changé, qu'il restait le directeur et que le comité paritaire ne pouvait en aucun cas s'arroger les fonctions du Comité de direction. M. Perroux comptait sans doute sur le fait que les étudiants l'empêcheraient d'entrer pour faire intervenir la police. Ce ne fut pas le cas et M. Perroux est sorti gros Jean comme devant, son huissier avec lui.

De fait, d'ores et déjà la question du pouvoir est posée à l'I.E.D.E.S. et elle prend une importance particulière avec la transformation politique de l'Institut décidée par les étudiants et les enseignants.

L'INSTITUT DE M. PERROUX

L'Institut d'Etudes du Développement économique et social a pour but de préparer des « techniciens du développement » pour les pays dits sous-développés. Fréquenté par 400 étudiants, il recrute un très grand nombre d'étrangers pour les préparer à être les futurs cadres techniciens de leur pays. Fondé en 1957, l'Institut avait officiellement pour tâche de participer à « l'aide aux pays sous-développés » dans le nouvel esprit qui présidait aux relations entre métropoles et pays récemment émancipés de leur tutelle ou en voie de l'être. Il est certain que la majorité de ceux qui travaillèrent à la formation de l'Institut étaient sincèrement convaincus de cette mission. Cependant l'ambiguïté de cette institution était présente dès le départ. 1957 est l'année de la loi-cadre qui avait pour but de mettre en place une politique de rechange au colonialisme. Très vite, l'idéologie néocolonialiste s'est précisée dans l'organisation de l'enseignement et de la recherche : suppression des cours sur les causes fondamentales du sous-développement, démission de professeurs progressistes et introduction de professeurs travaillant au service des sociétés privées de développement capitalistes. L'autoritarisme académique est venu sanctionner cette orientation : interdiction de toute contestation, mesures répressives contre les étudiants qui remettaient en cause cette politique.

Aussi, depuis bientôt 4 ans, les étudiants ont mené des mouvements revendicatifs très importants. Le dernier en date est la grève six semaines en Novembre-Décembre 1967.

L'OCCUPATION

Les événements de mai 1968 ont déclenché un bouleversement radical de l'Institut. Dès le 16 mai une assemblée générale des étudiants et des enseignants, vote à l'unanimité l'occupation des locaux qui commence le soir même. Le 18 mai une assemblée réunissant des professeurs, le personnel administratif et de recherche et les étudiants vote le principe d'un comité paritaire transitoire gérant l'Institut (18 étudiants, 8 enseignants, 2 chercheurs, 2 représentants du personnel administratif).

Le pouvoir de fait est alors entre les mains des étudiants qui occupent les locaux en assemblée générale permanente. Le directeur de l'Institut, M. Perroux est destitué de ses fonctions. Le personnel administratif et de recherche demande à son tour la démission de Perroux. En même temps il crée son syndicat (qui n'existait pas) et se déclare en grève.

L'occupation des locaux est organisée dans deux sens.

D'abord l'I.E.D.E.S. devient un point de ralliement de comités d'action et de comités de liaison étudiants-ouvriers. D'autre part, trois commissions de travail jettent les bases d'une refonte totale de l'Institut. Celles-ci sont exprimées dans une charte (dont nous donnons de larges extraits ci-contre) qui est approuvée à l'unanimité les 10 et 11 juin. Deux principes indissociables sont affirmés :

- Le pouvoir de gestion, le pouvoir politique sont directement aux mains des étudiants, enseignants, chercheurs et personnel. Le pouvoir trouve son expression dans le comité paritaire.
 - Mais, les participants du mouvement ne veulent pas gérer l'état des choses existant : l'Institut, désormais, se mettra au service de l'anti-néocolonialisme et de l'anti-impérialisme.
- Enfin, dans le cadre d'une remise en cause effective de l'université bourgeoise, les

LA CHARTE DE L'I.E.D.E.S. AU SERVICE DE L'ANTICOLONIALISME

Etudiants, enseignants, chercheurs et personnel ont adopté le 10 juin, en assemblée générale, une charte décrétant le rôle et le but que prendra désormais le nouvel Institut d'Etude du Développement Economique et Social, sur les trois bases suivantes :

- Organisation de l'Institut au service de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme.
- Pouvoir exercé directement par les étudiants, le personnel administratif et de recherche et les enseignants.

sives dans les structures de leur Institut. Repoussant des pseudo-réformes et de vagues promesses, ils ont pris le pouvoir à l'ancienne direction qui non seulement représentait le pouvoir d'Etat, les structures périmées et oppressives de l'Université, mais encore utilisait un tempérament dictatorial, pour imposer une idéologie spécifiquement néocolonialiste. Ce pouvoir de fait a été instauré à la suite d'une lutte violente contre la répression policière. Ayant détenu l'intégralité du pouvoir dans des événements historiques décisifs et représentant une force essentielle permanente, les étudiants de l'I.E.D.E.S. ont partagé ce pouvoir avec les enseignants, le personnel administratif et de recherche.

L'UNIVERSITE DEMOCRATIQUE, C'EST LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

L'action révolutionnaire des étudiants a trouvé le dépassement de ses propres limites avec l'entrée dans la lutte de la classe ouvrière.

Ils ont affirmé la nécessité de lier leur lutte à celle des travailleurs pour combattre la société capitaliste. Les étudiants et les enseignants et particulièrement ceux de l'I.E.D.E.S.,

estiment nécessaire de prendre fondamentalement position quant à la nature des phénomènes variés qui sont les différents aspects, facteurs et conséquences de la situation de « sous-développement ». Une telle prise de position est en effet essentielle pour que l'ensemble des enseignements et des recherches données et effectuées à l'I.E.D.E.S. ne soient plus susceptibles d'être déviés ou dénaturés par des préoccupations néocolonialistes.

Ils ne veulent pas servir d'alibi ou d'instruments à des entreprises matérielles ou idéologiques profitables à l'impérialisme ; ils refusent désormais de s'associer à diverses opérations de type technocratique, favorables au maintien et à l'élargissement du néocolonialisme, qui se sont effectuées, malgré les efforts de quelques-uns, sous le couvert de l'I.E.D.E.S., durant les années précédentes.

Ils refusent par conséquent d'accepter les idéologies réactionnaires qui essayent de réduire les problèmes du « sous-développement » à des problèmes techniques.

LE « SOUS-DEVELOPPEMENT » UN PHENOMENE POLITIQUE

Les facteurs primordiaux qui

développement » tant à l'échelle du « Tiers Monde » que dans des cadres régionaux plus restreints, les experts qui œuvrent en pays « sous-développés », peuvent être répartis en deux grandes catégories :

— Les uns refusent d'admettre la nature politique du « sous-développement » sous tous ses aspects, et proposent des solutions démographiques et technocratiques, qui ne sont que dupes ;

— Les autres admettent cette nature politique des problèmes du « Tiers Monde » et envisagent le jeu des autres facteurs (naturels, techniques, démographiques, culturels, etc.) en fonction des données politiques. Les étudiants et enseignants de l'Institut estiment devoir se ranger dans cette catégorie.

PEDAGOGIE AUTORITAIRE ET IDEOLOGIE CAPITALISTE

L'importance de la réflexion sur les problèmes politiques dans toute étude scientifique des réalités des pays « sous-développés » devrait normalement se traduire non seulement au niveau des matières enseignées mais aussi dans les rapports entre enseignants et enseignés. En effet, l'appréciation des faits politiques est complexe et leur exposé ne peut, en aucun cas, être dogmatique, mais il doit être un échange d'idées et d'expériences.

C'est pourquoi, dans les organismes de recherches et d'études tournés vers les problèmes du « sous-développement », les étudiants venus des pays du « Tiers Monde » et qui y retourneront pour y agir, doivent tenir une place importante. Ce sont en effet eux qui sont susceptibles d'apporter, et ce, dès le début de leurs études, une contribution indispensable dans les discussions et des exemples concrets sur lesquels doit obligatoirement s'appuyer l'enseignement théorique.

FONCTIONS ET ORGANISATION DU NOUVEL INSTITUT

L'Institut a pour rôle :

- L'étude scientifique, différentielle du « Tiers Monde » et de toutes questions concernant le « sous-développement », menée par des chercheurs, enseignants et étudiants, de formation et d'origine diverses, avertis de la spécificité historique et présente du « sous-développement ». L'ensemble de ces recherches à tous les niveaux doit associer la formation technique et pédagogique à la découverte de connaissances nouvelles dans le cadre d'équipes pluri-disciplinaires.

— La formation des cadres pour le « développement » instruits de l'ensemble des problèmes politiques, économiques, sociaux et techniques, dont la solution globale est inséparable de la mise en route de tout processus de développement.

Dans le cadre de l'université, l'Institut est ouvert aux travailleurs français ou étrangers ne possédant pas le statut d'étudiant.

— L'information en France et dans les pays concernés, à tous les niveaux, sur toutes les questions relatives au « Tiers Monde ».

A cette fin, l'Institut recourt à toutes les méthodes d'analyse et de recherche utiles à la réalisation des objectifs précédemment définis, à la condition qu'aucune d'elles ne puisse servir au camouflage d'une idéologie.

A cet égard, il s'impose, parmi les thèmes d'étude, la dénonciation du colonialisme et du néocolonialisme sous toutes ses formes et l'analyse de tous les procédés nouveaux d'asservissement économique, psychologique et culturel des pays « sous-développés », qui ont accédé depuis plus ou moins longtemps à l'indépendance politique (au sens juridique du terme).

La mission de l'I.E.D.E.S., telle qu'elle résulte du présent exposé des principes, implique la reconnaissance intangible de son autonomie doctrinale et pédagogique, indépendamment de toute conjoncture politique nationale et quelle que soit la forme de son statut financier.



ACTION CONTINUE

Contrairement à certaines informations diffusées par la radio, l'Action n'est pas interdite à la vente publique. Nous rappelons à nos diffuseurs que la vente par colportage occasionnel est autorisée et ne nécessite pas de carte délivrée par la préfecture de police. Toute manœuvre d'intimidation comme celles dont ont été victimes plusieurs de nos diffuseurs hier est illégale.

— Ouverture de l'Institut aux travailleurs français et étrangers sans considération de diplôme.

Nous donnons ici, de larges extraits de cette charte.

Préambule :
Etudiants, enseignants, chercheurs, membres du personnel administratif de l'I.E.D.E.S. ont jugé nécessaire d'élaborer cette charte afin qu'après les événements de Mai 1968 le fonctionnement de leur Institut se fasse sur des bases radicalement différentes de celles qui existaient depuis sa création en 1957. Ils estiment que l'évolution de l'I.E.D.E.S. particulièrement depuis 1962-1963, a été nocive pour eux tous. (...)

L'ANCIEN I.E.D.E.S. : UN INSTITUT AU SERVICE DU NEO-COLONIALISME

Les étudiants de l'I.E.D.E.S., à qui les difficultés des luttes précédentes avaient montré la nécessité de changements radicaux, ont opéré en mai 1968 des transformations déci-

affirment qu'une réforme démocratique totale et définitive de l'Université ne peut être obtenue qu'après le véritable succès de la lutte des travailleurs, lorsqu'ils posséderont réellement les moyens de production et en contrôleront la gestion.

Les étudiants et enseignants de l'I.E.D.E.S. soulignent que cette action unie des travailleurs et des étudiants ne peut prendre toute sa signification que dans le cadre de la lutte de classe tant au niveau national qu'au niveau international ; qu'à condition de se référer constamment au problème qui est aujourd'hui celui de l'Humanité tout entière : la lutte contre le « sous-développement » et contre l'impérialisme qui en est la cause fondamentale.

Désormais, l'I.E.D.E.S. a pour vocation de contribuer à la lutte des pays exploités pour accéder à l'indépendance politique et économique. Cette lutte passe par l'étude et la dénonciation de l'impérialisme mondial sous tous ses aspects. (...)

Les étudiants et enseignants

déterminent le maintien et l'aggravation de la situation de sous-développement sont de nature essentiellement politique.

Certes, les efforts du « Tiers Monde » se heurtent à des difficultés naturelles, historiques, sociales, mais ces obstacles seraient depuis longtemps en grande partie surmontés si le facteur fondamental du « sous-développement », l'impérialisme et ses différentes formes, avait été supprimé. La situation de « sous-développement » est fondamentalement caractérisée par la relation exploités-exploiteurs : les premiers disposant de pouvoirs exorbitants pour détourner à leur profit la majeure partie de ce que produisent les seconds, tant sur le plan matériel que culturel.

La réussite de toute stratégie de développement est subordonnée à la transformation politique radicale des structures économiques et sociales, tant sur le plan mondial que dans le cadre de chaque pays. Aussi les chercheurs de toutes disciplines qui étudient le « sous-